

Portugal

Du précarier à la tentation de l'exil

Jean-Marie PERNOT

Depuis 2008, le marché du travail portugais s'est brutalement dégradé, accusant une accélération de la montée du chômage tandis que se poursuit l'essor d'une précarité de masse qui frappe désormais plus de 30 % de la population active.

À l'entrée de la crise, la situation des jeunes était déjà critique, chômage et précarité les affectaient déjà un peu plus que les autres classes d'âge. Depuis 2009, les difficultés notamment de recherche du premier emploi se sont considérablement accrues. Les plans de « stabilisation et de croissance » qui se sont enchaînés au Portugal depuis 2007 ont accentué le décrochage sur le marché du travail. La question de l'emploi des jeunes n'est pas nouvelle, elle est depuis longtemps un enjeu de débat à travers notamment la question du lien formation-emploi qui se présente sous la forme d'un dilemme complexe : le niveau de formation reste comme ailleurs un facteur de facilitation de l'accès à l'emploi et, dans le même temps, les jeunes diplômés ne trouvent pas toujours un emploi correspondant à leur niveau de formation. Coexistent deux tensions, l'une sur l'indispensable élévation des capacités

acquises dans le système scolaire, l'autre sur la nécessité non moins impérative de créer des emplois de qualité dans des secteurs à plus haute valeur ajoutée. Ce constat a beau avoir été formulé maintes fois dans le pays, il n'a inspiré que des politiques publiques tâtonnantes aux résultats mitigés. Des mesures avaient toutefois été prises depuis 2005 pour encourager la progression des qualifications, notamment parmi les jeunes. Elles ont commencé à porter quelques fruits mais ces programmes sont menacés par les coupes budgétaires des récents plans de stabilité et de croissance. La colère qui monte depuis quelques mois, notamment parmi les jeunes, témoigne d'une lassitude à voir que la résolution de ce dilemme progresse lentement et, surtout, que les premiers résultats sont aujourd'hui sérieusement en péril.

Depuis 2010, la mobilisation sociale autour ou en dehors du mouvement syndical s'est amplifiée contre la politique des plans récurrents qui ne cessent de dégrader la situation sociale sans espoir de résolution des problèmes économiques structurels du pays. Ces mouvements mettent en œuvre la pluralité du registre de la protestation : manifestation, *happenings*, campements,

création de nouvelles organisations, production de textes et de chartes, pétitions de masse et diverses tentatives de coordination entre les principales villes du pays. Si les jeunes y occupent une part prépondérante, il serait impropre d'y voir une réaction purement générationnelle même si elle est signalée par le slogan *Generação à Rasca*, (Génération « à la ramasse » ou « en galère »). Il ne s'agit pas simplement de la jeunesse d'aujourd'hui, des classes d'âges montantes, mais d'un ensemble de cohortes arrivées à l'âge adulte depuis une dizaine voire une quinzaine d'années. La génération en galère, ce n'est pas seulement ceux qui sont jeunes aujourd'hui mais aussi ceux qui l'ont été depuis les années 2000, c'est-à-dire qu'elle englobe largement ceux qui ont aujourd'hui entre 25 et 34 ans.

Rupture ou glissement ?

Le taux de chômage portugais a crû de manière sensible et rapide depuis 2007. Comme dans de nombreux pays, celui des 15-24 ans a augmenté de manière plus importante que la moyenne. Avant d'examiner cette évolution, il faut s'arrêter sur une des caractéristiques importantes du marché du travail portugais : la place considérable occupée par la précarité. Elle est présente sous deux facettes : celle, classique, des contrats à durée déterminée et celle, très spécifique au Portugal, des fameux « reçus verts » (encadré 1).

Les contrats à durée déterminée représentent 23,3 % de l'emploi total en 2010 contre 12,3 % en moyenne dans l'OCDE. Le reste de cette précarité de masse, constituée des « reçus verts »,

Encadré 1

Les reçus verts, idéal type de la liquidité sur le marché du travail

Les reçus verts sont apparus en 1978. Il s'agissait alors d'une commodité de l'Etat pour solliciter des prestataires (architectes par exemple) dont les compétences manquaient dans l'administration. La souplesse du procédé l'a rendu très populaire. Le secteur privé s'en est emparé tandis que l'administration en généralisait l'usage dans ses propres services.

Le principe est celui d'un carnet à souche délivrant des reçus qui libèrent l'employeur de tout engagement. Il n'acquiesce pas la cotisation sociale unique d'employeur. La personne (que l'on n'ose pas appeler « salariée ») doit acquiescer entièrement ses cotisations maladie et retraite (au moins 170 euros par mois, soit une fraction significative de la rémunération). La plupart, bien sûr, n'ont pas les moyens de payer et se trouvent donc dépourvu(e)s à la fois de toute protection sociale et de tout droit social. Une personne employée dans ce cadre ne bénéficie en effet d'aucune protection du code du travail ou autre. Elle ne perçoit pas de prime d'ancienneté, de treizième ou quatorzième mois, ne bénéficie pas des congés payés, ni d'indemnités de chômage. Une période de carence de 31 jours s'applique en cas d'arrêt maladie pour ceux qui ont les moyens d'acquiescer leurs cotisations. On comprend le succès de la formule auprès des employeurs.

PORTUGAL

concerne plus de 900 000 personnes de tous âges.

En tout, deux millions de personnes (sur une population active de 5,6 millions) vivent de travaux précaires. Le « travail au noir » a certes une longue histoire au Portugal mais il a connu une véritable institutionnalisation avec ces reçus verts qui ont permis de l'étendre un peu plus et d'enfermer les bénéficiaires dans des trappes à bas salaires¹. On comprend dans ces conditions que le passage d'un travail rémunéré à coups de reçus verts à un statut de CDD soit le plus souvent vécu comme l'accès à une grande sécurité. Le mal est ancien, il ne concerne pas seulement les plus jeunes mais de nombreux trentenaires titulaires de reçus verts depuis parfois 10 ou 12 ans, voire davantage. Les reçus verts ne sont pas seulement utilisés par les entreprises privées mais aussi par l'Etat qui a initié son usage et qui rémunère encore nombre d'agents au moyen de telles pratiques. Cette précarité extrême n'est pas sans incidence sur la propension des jeunes à poursuivre des études, elle a donc des conséquences structurelles sur le niveau de qualification de la main-d'œuvre.

Lorsque les jeunes ont un emploi, il est plus souvent précaire que stable : 54,6 % des 15-24 ans ont un contrat à durée déterminée (53,3 % en 2008)

contre 23,3 % dans l'emploi total en 2009 (Dornelas, 2011). La détérioration récente vient en partie de la difficulté croissante à trouver un premier emploi, mais elle s'inscrit dans une dérive générale du marché du travail. Comme dans de nombreux pays, l'accès des jeunes à l'emploi est de longue date plus difficile qu'au cours des années de croissance, mais les divers épisodes de crise survenus au Portugal depuis le début des années 2000 ont aggravé la situation relative des jeunes dans l'ensemble des problèmes d'emploi. Entre 1998 et 2002, le taux de chômage des 15-29 ans se trouvait entre 2 et 3 points plus haut que le taux moyen, lui-même très faible. En 2004, il est déjà de 15,3 % pour les jeunes contre 6,4 % dans l'ensemble. Cet énorme différentiel demeure stable, puisque le taux de chômage au cours de ces dernières années a toujours été environ deux fois plus élevé que le taux moyen (tableau 1).

Dans un climat général de dégradation de la situation des jeunes en Europe, le Portugal est passé du bas du classement entre 2000 et 2006 à un dépassement de la moyenne assez brutal en 2006-2007, donc avant la crise de 2008. En 2010, le taux de chômage des jeunes est revenu très proche de la moyenne européenne².

Tableau 1. Taux de chômage total et taux de chômage des jeunes, 2005-2010 (en %)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
15-24 ans	16,4	17,9	16,8	18	22,2	23
25-34 ans	9,4	9,7	9,3	8,9	10,9	13,6
Total	8	8,2	7,8	7,8	10,1	11,1

Source : INE.

1. Désignation impropre puisqu'il s'agit de la forme la plus désinstitutionnalisée du statut de travail.
2. Voir l'article d'Antoine Math, tableau 1, dans ce numéro.

Cette évolution n'est pas dénuée de différenciation de genre. Si le chômage des femmes dans l'ensemble présente deux points d'écart avec celui les hommes (tableau 2), les écarts sont beaucoup plus amples entre jeunes gens et jeunes filles (tableau 3).

Un des maux les plus fréquemment évoqués concernant l'économie portugaise est le faible niveau global de qualification de la main-d'œuvre. Celui-ci se nourrit d'une tendance au retrait précoce du système éducatif, lequel s'avère peu efficace pour ceux qui y séjournent plus

Tableau 2. Evolution du taux de chômage selon le sexe (2005-2010)

%	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Hommes	7	7	6,2	6,8	9,5	10,1
Femmes	9,2	9,6	9,6	8,9	10,7	12,3
Total	8	8,2	7,8	7,8	10,1	11,1

Source : Eurostat Statistics Portugal, Labour force survey.

Tableau 3. Evolution du taux de chômage des 15-24 ans selon le sexe (2005-2010)

%	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Hommes	14,6	15,3	13	15,1	20,9	20
Femmes	18,6	21	21,4	21,4	23,7	26,5
Total	16,4	17,9	16,8	18	22,2	23

Source : Eurostat Statistics Portugal, Labour force survey.

Tableau 4. Population totale et jeunes de 25 à 34 ans selon le niveau de formation initiale en 2002, indications comparatives

%	Tranche d'âge	Niveau de formation initiale		
		De base	Secondaire	Supérieur
Allemagne	25-34	15,1	63,9	21
	25-59	15,7	61,3	23
Danemark	25-34	14,8	54,6	30,6
	25-59	18,6	53	28,4
Espagne	25-34	41,1	22,3	36,6
	25-59	56	18,2	25,8
France	25-34	21,5	43,3	35,2
	25-59	33,9	41,5	24,6
Portugal	25-34	64,7	19,9	15,5
	25-59	77,8	12,2	10
Moyenne UE	25-34	25,3	47,9	26,8
	25-59	33,5	43,9	22,7

Source : Eurostat Statistics Portugal, Labour force survey, DGEEP (2006) cité dans Gerreiro, Pegado (2007).

PORTUGAL

longtemps. On comptait encore en 2003 45 % de jeunes gens entre 18 et 24 ans ayant quitté le système scolaire avant la fin des études secondaires, plus de la moitié d'entre eux ayant abandonné avant même l'entrée dans le secondaire (Guerreiro, Pegado, 2007). On remarque également la très faible proportion de personnes ayant atteint un niveau supérieur par rapport aux autres pays européens.

De nombreux plans ou programmes d'activation ont été mis en œuvre pour tenter de mieux orienter la formation des jeunes vers les besoins du marché du travail et des progrès ont été enregistrés dans ce domaine : par exemple, le temps moyen pour trouver un premier emploi s'est raccourci entre la génération qui a aujourd'hui entre 15 et 24 ans et celle qui l'a précédée (20 mois en moyenne contre 25 mois pour ceux qui ont aujourd'hui entre 29 et 34 ans) ; ou encore la baisse significative du taux d'abandon scolaire, passé de 45 % en 2003 à 31,2 % en 2009.

Mais ces politiques restent discutées, certains experts signalant que leurs effets restent cantonnés à des déplacements dans la file d'attente mais restent insuffisants à agir, par exemple, sur la réduction du chômage des jeunes ayant un très

faible niveau d'éducation et/ou de qualification. Ces politiques se heurtent à de nombreux obstacles liés à la structure même du marché du travail : non seulement les emplois peu qualifiés disparaissent avec la fermeture de nombreuses entreprises, mais les jeunes les plus qualifiés ont grand mal, eux aussi, à trouver un emploi et ils ne le trouvent pas toujours au niveau de qualification signalé par leur diplôme. Le taux de chômage des 15-24 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur est même supérieur à celui des jeunes sortis du système scolaire à la fin ou avant la fin de l'enseignement obligatoire, ce qui contraste avec la situation moyenne dans l'Union européenne (tableau 5).

Le progrès dans l'accès aux diplômes de l'enseignement supérieur ne trouve qu'un débouché limité compte tenu du volume des offres d'emplois qualifiés. Le débat sur les politiques publiques d'éducation débouche inévitablement sur les enjeux industriels dans un pays qui perd énormément d'emplois dans les industries de base et dans les industries de transformation et qui présente un effort de recherche-développement encore insuffisant, y compris dans les services,

Tableau 5. Taux de chômage des jeunes comparé UE 27/Portugal selon le niveau de diplôme (2000-2009)

	Union européenne 27 pays			Portugal		
	2000	2008	2009	2000	2008	2009
Enseignement de base	20,1	21,1	25,9	8,2	15,8	20,3
Enseignement secondaire	17,9	12,8	16,9	8,4	14,3	18,1
Enseignement supérieur	12,6	11,6	15,4	n.d.	27,3	24,5

Source Eurostat, Dornelas (2011).

pour faire évoluer significativement la spécialisation productive ¹.

Malgré cette caractéristique structurelle, le Portugal ne présente pas un taux d'emploi des jeunes significativement différent de la moyenne européenne, bien que la proportion des jeunes sur le marché du travail (donc ni étudiant ni en formation) soit sensiblement plus élevé. En 2001, 48 % des 18-24 ans étaient sur le marché du travail contre 34 % pour l'Europe à 15). Ceci s'expliquait par deux facteurs. Le premier était la relative capacité d'absorption des faibles qualifications en raison de la part importante des activités économiques ne nécessitant pas, du moins à l'époque, un haut niveau d'instruction préalable : les industries intermédiaires, la construction, la réparation automobile, le commerce. Le second facteur a été ce mouvement continu de précarisation de la main-d'œuvre qui se faisait sentir à tous les niveaux de qualification et qui rendait faiblement attractive la poursuite des études, celles-ci ne donnant pas l'assurance d'une entrée plus facile dans l'emploi (Guerreiro, Pegado, 2007). Certes, les emplois qualifiés étaient (et restent) mieux rémunérés, mais le rapport coûts/avantages de la poursuite des études n'était pas suffisamment élevé pour stimuler l'enracinement scolaire. On peut ajouter à cela la relative facilité alors à trouver un deuxième emploi dans le vaste continent du travail non déclaré, ce qui permettait d'assurer à

nombre de ces jeunes un revenu considéré comme suffisant ². Or la précarité n'a cessé de croître et plus encore pour les jeunes : elle est passée pour eux d'environ un tiers en 2004 à plus de 54 % en 2009, et elle n'épargne aucun segment de l'emploi.

Depuis le début des années 2000, on assiste à une décline considérable de la capacité du marché du travail à absorber cette main-d'œuvre peu qualifiée, jeune comme moins jeune, ce qui pose de redoutables défis compte tenu des objectifs fixés par la Commission européenne en matière de formation tout au long de la vie. Des politiques d'accompagnement à l'emploi ont été conduites entre 2006 et 2009 : aides à la recherche d'emploi à travers le service public de l'emploi, offre de formations en classe ou en contexte de travail, aide à la création de son propre emploi. Ce type d'intervention concernait 246 000 personnes en 2006, 390 000 en 2009 (Dornelas, 2011). Par exemple, les effectifs en formation professionnelle sont passés de 156 000 en 2006 à 282 000 en 2009. S'il n'est pas certain que ces programmes aient des effets très rapides ou mêmes significatifs sur l'emploi et le chômage des jeunes, le recul de leur financement depuis 2009 garantit un enrachinement maintenu dans le terreau de la faible compétitivité de l'économie portugaise.

La rupture de 2009, c'est le recul de ces programmes d'accompagnement

-
1. L'effort en R&D est resté très longtemps autour de 0,6 % du PIB, soit un des taux les plus bas de l'UE avec la Grèce. De gros efforts ont été réalisés au début du mandat de José Socrates : en quelques années, la part de dépense intérieure brute de recherche et développement (DIRD) est passée à 1,66 % du PIB en 2009. Si les ménages n'hésitent pas à s'endetter lourdement pour acquérir des produits de haute technologie, il n'en va pas de même dans la production de biens ou de service qui ont insuffisamment recours aux TIC, une des explications du niveau très bas de la productivité au Portugal (Feltesse, 2011).
 2. Le travail « noir » est évalué à l'équivalent de 300 000 emplois en 2009, selon l'institut de statistique INE.

dans l'emploi et de renforcement des qualifications qui risque d'annuler les acquis et les apprentissages réalisés au cours des dernières années par ces politiques publiques. C'est aussi un renoncement à un investissement dans la rénovation de la production des biens et des services susceptible de créer les emplois qualifiés dont le pays a besoin pour sortir de la spirale des déficits. Et ce n'est pas le plan de découragement social annoncé le 14 octobre 2011 qui risque de dynamiser l'effort national de qualification entamé.

Mobilisation des jeunes ou mouvements des précaires

Depuis 2007 et la naissance de plusieurs mouvements de précaires, la mobilisation n'a fait que croître : aux groupes initiaux (FERVE et *Precarios inflexíveis*) se sont ajoutées d'autres associations qui représentent aujourd'hui une réelle capacité de mobilisation¹. Celle-ci s'est d'abord manifestée à l'occasion des 1^{er} mai chaque année depuis 2007, puis lors des manifestations appelées par les syndicats, c'est-à-dire principalement la CGTP-In. En 2010, à l'occasion de l'appel unitaire à la grève générale du 24 novembre par la CGTP-In et l'UGT, les cortèges de travailleurs précaires de tous âges ont été très remarqués tout comme les opérations ponctuelles organisées par ces groupes et diffusées sur l'Internet *via* la plateforme YouTube. Progressivement, le mouvement a pris de l'ampleur et, dans la période récente, de

nouveaux secteurs se sont organisés comme les intermittents du spectacle et de l'audiovisuel. Ce mouvement social a pris une ampleur spectaculaire au cours de l'année 2011.

Le 12 mars 2011, une journée de manifestations a drainé près de 400 000 personnes dans les rues des principales villes du pays : près de 200 000 à Lisbonne, mais aussi à Porto, à Coimbra, tout cela sans mot d'ordre syndical et, pour l'essentiel, organisées en dehors des syndicats. Il faut remonter aux grands rassemblements de 1974, au moment de la Révolution des Œillets, pour trouver une telle mobilisation. Ceux de mars 2011 ont été appelés *via* des réseaux tels que Facebook et *via* la myriade des organisations de précaires qui ont fleuri dans le pays. Quelques semaines plus tard (le 8 mai), à Lisbonne, des groupes de jeunes ont installé sur le Rossio un campement « à la manière » de la Puerta del Sol madrilène². Juste retour des choses, puisque les jeunes espagnols indiquaient alors que les manifestations portugaises du 12 mars avaient donné le coup d'envoi de leur mouvement des « indignés ». Mais à l'inverse de celui de Madrid, le campement de Lisbonne n'a pas cristallisé un mouvement durable, il s'est progressivement dispersé jusqu'à la veille des élections législatives du 5 juin. Les débats qui ont animé le Rossio pendant quelques semaines n'en reflétaient pas moins un état d'esprit significatif dans cette partie plutôt éduquée de la jeunesse : la dénonciation des injustices, des inégalités de la

1. FERVE : *Fartos d'estes recibos verdes*, « Ras'l'bol de ces reçus verts ». On peut citer de nombreux mouvements récents aux influences diverses : Les indignés de Lisbonne, le Mouvement du 12 mars, la plate-forme des intermittents du spectacle et de l'audiovisuel... *Precarios inflexíveis*, les précaires inflexibles. C'est le plus ancien de ces mouvements, il est né en 2005.

2. La place du Rossio est une des plus grandes places du centre de Lisbonne. « A Lisbonne, les jeunes pensent à émigrer et critiquent les choix économiques passés », *Le Monde*, 6 juin 2011.

société portugaise, l'évocation de la tradition de débrouille et de celle des solidarités familiales qui, si elles permettent de « tenir » dans la vie quotidienne, n'en freinent pas moins les grands élans collectifs ; la critique des insuffisances de la démocratie portugaise accusée d'avoir trahi les idéaux de la Révolution de 1974, la dénonciation des partis et des hommes politiques, démissionnaires devant les difficultés et trop souvent corrompus.

Le mouvement n'a pas reflué. D'autres forums sont nés dans d'autres villes qui alimentent régulièrement les échanges passant par l'Internet. Les 23 et 24 septembre 2011, deux journées de rassemblement ont été organisées à Lisbonne pour promouvoir la pétition signée par 35 000 citoyens demandant une loi contre la précarité. Ces actions ont acquis une telle visibilité que les partis politiques ont dû se prononcer à la veille des élections : ils ont naturellement déclaré vouloir combattre cette précarité, et en particulier les reçus verts, mais cela ne s'est traduit que par des suppressions nettes de ces emplois sans embauche, en particulier dans certains secteurs de la fonction publique.

Si les jeunes sont les premiers et les plus nombreux à être affectés par ce type d'emplois, la mobilisation repose également sur les précaires plus âgés, jusqu'aux trentenaires qui « galèrent » dans les reçus verts depuis plusieurs années. Les slogans mis en avant (*Generação à Rasca*) doivent être pris dans une acception plus large qui dépasse largement les 15-24 ans. Les études portugaises sur la jeunesse prennent en considération des

groupes d'âge plus larges, jusqu'à 29 voire 34 ans pour décrire les difficultés d'insertion dans la vie active de ces fractions très importantes de la population (Gueirero, Pegado, 2006).

De nombreuses stratégies de fuite ont vu le jour, qui ne concernent pas seulement les jeunes mais dont ils représentent une grande partie. Le flux des migrants enfle chaque année, moins vers l'Europe que par le passé, parce que les opportunités d'emploi s'y font rares. Les lieux d'émigration traditionnels hors d'Europe n'ont pas été désertés : en deux ans, les migrations vers les Etats-Unis ont crû de 6,3 %, de 16 % vers le Canada, de 4,8 % vers l'Australie ; mais la zone lusophone l'emporte très nettement en raison de l'économie d'investissement linguistique qu'elle représente pour les jeunes (et moins jeunes) portugais. 240 millions de personnes parlent le portugais dans le monde (cinquième langue la plus parlée) : c'est un atout qui n'a pas échappé à ces jeunes qui rejoignent en grand nombre des pays dont certains sont en pleine croissance (Brésil, Angola par exemple). Il y avait déjà environ 277 000 Portugais en 2008 au Brésil ; ils étaient 329 000 en septembre 2011, soit plus de 50 000 émigrants en deux ans et demi ¹. De même, l'Angola voire, à un moindre degré, le Mozambique, sont devenus terres d'accueil de cette nouvelle vague migratoire, sans équivalent depuis les années 1960 selon l'Observatoire de l'immigration. En Angola, il y avait 21 000 Portugais en 2003 ; ils étaient 45 000 en 2007 et près de 92 000 en 2010. Au cours de la

1. Le mouvement vers le Brésil ne risque pas de se tarir en raison de l'ouverture de nombreux chantiers liés à l'organisation de la Coupe du monde de football en 2014 et des Jeux olympiques en 2016. Ils n'attirent pas les seuls ouvriers du bâtiment mais aussi un grand nombre d'architectes ou d'ingénieurs qui trouvent là-bas à la fois de meilleurs salaires et, bien souvent, l'opportunité de sortir des reçus verts.

seule année 2010, 24 000 personnes y ont émigré¹.

Mais cette véritable vague migratoire est d'une autre nature que celle des années 1960. L'émigration de cette période était principalement constituée d'ouvriers et de villageois sans qualification alors que celle d'aujourd'hui concerne également les plus qualifiés, au point que l'Observatoire de l'émigration évoque une véritable « fuite des cerveaux » qui affecte plus particulièrement ceux que l'on appelle la « génération Erasmus ».

**Les jeunes, les précaires,
les syndicats...**

Le lien entre les mobilisations générationnelles et le mouvement syndical est une question récurrente dans de nombreux pays et le Portugal n'y échappe pas. Elle se recoupe avec celle des liens entre les travailleurs précaires et les salariés à statuts, statut considéré au sens large, c'est-à-dire englobant peu ou prou (la frontière est fluide) les agents du public (ou assimilés) et la partie centrale du salariat en CDI à temps complet. Il n'est guère original non plus de constater que le mouvement syndical est historiquement lié au second groupe et qu'il peine à trouver des accroches parmi les précaires. Au cours des années 1990, les syndicats ont connu une érosion significative de leurs effectifs dans les activités traditionnelles (en raison notamment des privatisations), alors qu'ils se sont plutôt renforcés, en effectifs comme en taux de syndicalisation, dans la fonction publique et le secteur public (Cerdeira,

2004 ; Naumann, 2010). Cette concentration contribue à la perception d'une association entre syndicats et statutaires qui contrarie la volonté affirmée de se tourner vers les jeunes et les femmes.

A cette perception assez largement répandue s'ajoute, dans les tranches d'âge plus jeunes, une certaine distance culturelle aux formes d'organisation que se sont données leurs aînés. Le débat traverse également les associations de précaires : certaines soutiennent la nécessité de s'organiser en dehors du syndicalisme « traditionnel » accusé non seulement de représenter les travailleurs les mieux protégés mais aussi d'entretenir trop de connivences avec un monde politique discrédité. C'est le cas du M12M (Mouvement du 12 mars), constitué à la suite de la manifestation du 12 mars 2011 et qui semble animé par une volonté d'autonomie radicale vis-à-vis des organisations syndicales². D'autres associations en revanche, comme les Précaires inflexibles, semblent plus ouvertes à des pratiques convergentes ou communes en particulier avec la CGTP-In.

Les organisations syndicales n'ont guère le choix, au Portugal moins qu'ailleurs : il leur faut impérativement sortir de cette association systématique entre syndicalisme et travailleurs « stables ». Le débat les traverse, moins sur les objectifs que sur les moyens et la stratégie. L'étroitesse relative de la base de l'UGT la rend peu attractive bien qu'elle ait fait de la réduction de la précarité une de ses priorités. Lors de son congrès de 2009, elle l'avait avancée comme un « objectif central de l'action de l'UGT »³. Le

1. Observatorio da Emigração, 2011 : <http://www.observatorioemigracao.secomunidades.pt>.

2. Ce qui n'empêche pas certains membres du M12M d'afficher leur propre affiliation syndicale.

3. XI Congresso da UGT, resolução programática: Vencer a crise. Construir o futuro com emprego e solidariedade ? 100 propostas para mudar Portugal. www.ugt.org.

thème toutefois n'occupait qu'une place modeste dans le long document programmatique adopté alors. Dans ce même document, l'UGT admettait la nécessité de politiques spécifiques d'accompagnement des jeunes vers l'emploi, ce qu'elle a mis en œuvre lors des négociations en 2010 en demandant, par exemple, une garantie de stage rémunéré d'un an pour tout étudiant allant au bout de son cursus.

La CGTP-In est plus réticente à une logique de mesures spécifiques, préférant agir sur l'ensemble des dimensions du marché du travail, au premier rang desquelles la précarité, et en situant la question des jeunes au sein de cette problématique générale. Elle se méfie en particulier de toute mesure qui conduirait à des rémunérations différenciées (Naumann, 2011). Quelles que soient leurs différences d'approche, les centrales syndicales exercent une pression importante, notamment au sein du Conseil permanent de concertation sociale (CPCS), sur les questions de formation initiale et de formation tout au long de la vie.

Les jeunes figurent naturellement dans les priorités de recrutement des deux organisations. L'UGT a adopté des

mesures lors de ses deux derniers congrès, faisant de la syndicalisation en général une priorité en se dotant de moyens organisationnels à cet effet. Les jeunes sont évoqués comme public cible. A la CGTP-In, la démarche est plus ancienne et le renouvellement de la moitié de ses effectifs en une dizaine d'années semble représentative des priorités accordées aux jeunes, aux femmes et aux activités de services. Elle s'est dotée d'une structure jeunes (Inter-Jovem) présentée comme relativement autonome dans son fonctionnement. L'implantation dans le monde de la précarité reste en revanche une difficulté majeure et la CGTP-In admet devoir travailler avec les formes organisationnelles que les précaires se sont eux-mêmes donnés. De nombreuses actions ont été conduites en commun, manifestations, démarches auprès des autorités, pique-nique géant contre la précarité (juillet 2011). La liaison s'est accrue après les manifestations de novembre 2010 et plus encore après celles du 12 mars 2011. La CGTP-In est impliquée dans les initiatives de promotion du projet de loi citoyen contre la précarité et ses syndicats sont très actifs

Encadré 2

Le plan du 17 octobre

Le gouvernement a annoncé une série de mesures destinées à satisfaire la *troïka* des financeurs de la dette publique portugaise. Il prévoit un rallongement d'une demi-heure de la durée quotidienne du travail sans augmentation de salaire, la suppression des primes de vacances et de certaines primes de Noël dans la fonction publique comme dans le secteur privé, et la suppression de plusieurs jours fériés. Il prévoit de plus le changement des taux de TVA de la plupart des biens et services en dehors de l'agriculture, la pêche et la viticulture, qui passeraient ainsi de 13 à 23 %. Les syndicats ont appelé à une semaine de protestation entre le 20 et le 27 octobre et, ensemble, à une grève générale le 24 novembre 2011.

PORTUGAL

dans les mouvements de protestation du 1^{er} octobre 2011 (200 000 manifestants entre Lisbonne et Porto) ou lors de la semaine de lutte qui a eu lieu entre le 20 et le 27 octobre, voire durant le mois de novembre (encadré 2).

Mais les deux centrales syndicales restent organisées de manière verticale, à partir des professions et des entreprises où les différences de traitement entre les précaires et les autres restent fortes. Si, au niveau national, la liaison est mieux assurée, les pratiques syndicales à la base restent articulées sur la partie déjà organisée du salariat.

Le processus en cours montre à la fois un mouvement syndical sensible à l'enjeu et prêt à des logiques coopératives avec des mouvements qu'il est loin de contrôler. Et, en même temps, il illustre la difficulté pour le syndicalisme « historique » de penser d'autres modalités organisationnelles qui permettraient d'englober les précaires dans une représentation unifiée du monde du travail.

La crise de 2008-2009 a eu des effets dévastateurs sur les efforts conduits pour améliorer l'insertion des jeunes sur le marché du travail. Les efforts engagés par les pouvoirs publics depuis 2006 ont été mis à mal, d'une part par la poursuite du recours aux reçus verts et la croissance des CDD, car ils ont des effets désincitatifs sur l'implication des jeunes dans les dispositifs mis en place pour les requalifier ; d'autre part, les coupes budgétaires imposées par les plans de rigueur après 2009 ont conduit à sacrifier des programmes de longue durée au risque

d'annuler les résultats déjà enregistrés. Agir sur les structures réclame du temps, un temps qui n'est pas celui des marchés financiers, des agences de notation ou encore des politiques dominantes en Europe.

Sources :

Sites internet de journaux (*Publico, Diaro de Noticias*) ; de syndicats (CGTP-In, UGT) ; de mouvements de précaires (FERVE, Precários Inflexíveis, Plataforma Intermitentes do Espectáculo e do Audiovisual, M12M) ; de l'INE, Institut national de statistiques.

Cordeira M. C. (2004), « Dinâmicas de Transformação das Relações Laborais em Portugal » (Transformation Dynamics of the Labour Relations in Portugal), *Cadernos de Emprego e Relações de Trabalho*, n° 2, Lisbon, DGERT.

Dornelas A. (dir.) (2011), *Emprego, Contractação Colectiva de Trabalho e Protecção da Mobilidade Profissional em Portugal*, Lisbonne, ministère du Travail.

Feltesse P. (2011), « Portugal, au-delà des stéréotypes et du plan de sauvetage très libéral », *Démocratie*, septembre, n° 18.

Guerreiro M. D., Pegado E. (2007), « Os jovens e a inserção na vida activa », *Revista Sociedade e Trabalho*, n° 30.

Guerreiro M. D., Pegado E. (dir.) (2006), *Os Jovens e o mercado de trabalho : Caracterização, estrangulamentos à integração efectiva na vida activa e a eficácia das políticas*, DGEEP, collection Cogitum, n° 18.

Naumann R. (2010), « Trade union strategies to recruit new groups of workers – Portugal », EIRO, <http://www.eurofound.europa.eu/eiro/studies/tn0901028s/pt0901029q.htm>.

Naumann R. (2011), « Helping young workers during the crisis: contributions by social partners and public authorities », EIRO, <http://www.eurofound.europa.eu/eiro/studies/tn1101019s/pt1101019q.htm>.